

----- NE COMPTONS QUE SUR NOS PROPRES MOYENS -----

(CSN)

Le document de la CSN "Ne comptons que sur nos propres moyens" fut le premier de cette nature à être publié. Bien qu'il fut présenté comme instrument de travail, il nous éclaire sur les problèmes actuels du syndicalisme québécois. Si l'on considère ce qui a été produit au cours du dernier demi-siècle le document de la CSN a une valeur avant-gardiste. Il fournit aux militants de base, une mine de renseignements et de statistiques de grande valeur.

La publication des trois documents syndicaux issus respectivement de la FTQ, CSN et CEQ laisse voir la présence de "d'équipes de recherche" en préparées à jouer un rôle important dans la démarche du syndicalisme. Elle indique que le monde ouvrier est mieux équipé que jamais pour conduire la lutte d'émancipation et éventuellement celle de la libération ouvrière.

UN COURS POPULAIRE

La première partie du document "*Ne comptons que sur nos propres moyens*" constitue un cours populaire sur le développement du capitalisme au Québec. Ceci est une grande amélioration si l'on considère que jusqu'à maintenant, les ouvrages en la matière étaient pour la plupart d'origine étrangère. Il est bien de noter que si le capitalisme est universel, ce n'est que sur le terrain du particularisme canadien et québécois que l'on peut influencer le cours de notre histoire. De toute évidence il faut avoir les pieds et la tête en sol québécois. Ce que nous voulons et pouvons changer ce n'est pas le capitalisme partout dans le monde, mais bien le régime capitaliste particulier qui évolue au Québec.

LA VOIE ERRONÉE DE L'INDÉPENDANCE ÉCONOMIQUE!

Dans la deuxième partie de son document intitulé "La voie erronée de l'indépendance économique ou les erreurs de la révolution tranquille", la CSN diffère d'opinion avec la stratégie économique énoncée par la FTQ. D'un côté ? L'état rouage de notre exploitation (FTQ) propose une plus grande utilisation de l'état québécois ; de l'autre côté, le document de la CSN s'exprime ainsi :

Pour certaines personnes, tout le problème est là. Pour ces gens-là, le problème ce n'est pas le capitalisme, c'est le fait que les capitalistes soient américains ou canadiens-anglais. Ces gens-là se disent donc faisons en sorte que les décisions soient prises au Québec, Prenons, le contrôle de notre économie?.

Mais les capitalistes canadiens-français n'ont pas les reins solides, font le monde le sait. Ils n'ont pas les moyens de racheter une part suffisante de l'économie pour s'en assurer le contrôle. La conclusion l'état québécois doit leur venir en aide (Page 37)

D'une part l'état rouage . . . (FTQ) propose le renforcement des institutions publiques : Soquem, Soquip, Rexfor, etc. D'autre part, sur les mêmes institutions le document de la CSN déclare :

LA RÉALITÉ?

On sait que ces sociétés, propriétés dit gouvernement québécois, ont été créées en vue de faire participer la population du Québec au développement économique du Québec. Or ces sociétés d'état ne font que venir en aide aux grandes corporations multinationales installées au Québec.?

(Page 37)

Ce même document de la CSN est encore plus catégorique lorsqu'il déclare :

Remplacer la domination économique étrangère par une domination économique québécoise, ce n'est pas ce qui va régler les problèmes de la collectivité.?

(Page 37)

La libération économique du Québec, il faut la chercher ailleurs que dans le capitalisme. Car un capitalisme québécois, qu'il soit privé, ou d'état, ne pourrait pas faire autre chose que de soumettre aux volontés du géant américain.?

(Page 40)

DANS LA MÊME GALÈRE

Sur le plan pratique, les fronts communs FTQ CSN se multiplient. Limités au départ à la haute direction, ils s'étendent maintenant aux membres de la base. La plupart du temps ces fronts communs englobent la CEQ, syndicat des enseignants. Partout se dessinent des actions communes. La plus importante est la négociation commune FTQ CSN CEQ dans le secteur parapublic qui touche des centaines de milliers de syndiqués des trois centrales ouvrières.

Les deux centrales FTQ - CSN diffèrent totalement quant à leur stratégie économique. Ceci bien qu'au cours de la dernière décennie elles aient suivi à peu près le même parcours. En effet, les deux ont subi sensiblement la même intégration à l'appareil d'état et les mêmes interventions de la part de ce dernier. Leurs dirigeants contribuent également au Conseil consultatif du Travail et de la Main-d'oeuvre. Dans les différents organismes d'état et sur les Conseils consultatifs, les dirigeants de la CSN et de la FTQ se partagent les postes à peu près également.

LES DIRES ET LES FAITS

Il y a un grand écart entre ce que propose la CSN aujourd'hui et ses actions dans un récent passé. Concernant le drainage et l'utilisation de l'épargne populaire, M. Pepin (CSN), tout comme M. Laberge (FTQ), ont montré le même empressement à épauler les efforts gouvernementaux. Il en fut de même en ce qui concerne les interventions de l'état dans l'industrie de la construction. Somme toute, la CSN et la FTQ se sont assez bien accommodés de la législation antisyndicale que représente le bill 290 et les différentes lois auxquelles il a donné naissance.

Il y a parfois une différence énorme entre les dires et les faits. Cela vaut aussi pour la CSN, et ses positions vis-à-vis les institutions publiques de l'état. En effet, au dernier Congrès de la CSN, M. Pepin, sur l'épargne des travailleurs et la Caisse de dépôt, déclarait :

La CSN est fière d'avoir prôné l'adoption du bill 81 et elle félicite le Gouvernement et le ministre dit Travail de l'avoir adopté.

Le bill 81 prévoit entre autres que le fonds de pension des travailleurs de la Construction sera administré par la Caisse de dépôt du Québec, organisme gouvernemental qui est chargé du placement des argents que versent les salariés dit Québec pour leur régime de rentes. ?

LES SYNDIQUÉS DE LA CSN ONT 321 MILLIONS DANS DIFFÉRENTS FONDS DE PENSION

A cette fin, le président Pepin croit qu'il serait souhaitable que ces 321 millions soient confiés à la Caisse de dépôt (sous contrôle gouvernemental), mais il faut que cette décision soit assortie d'une participation plus grande des travailleurs à la gestion des ressources de la Caisse de dépôt. Il rejoint en cela la recommandation de Louis Laberge président de la Fédération des Travailleurs du Québec qui est (directeur) délégué dit inonde syndical à la Caisse de dépôt... ?

(Extrait de Québec-Pressé - 13 déc. 1970)

La pratique passée de M. Pepin, ne ressemble en rien aux présentes positions du document de la CSN, concernant l'épargne des travailleurs. Sur l'attitude vis-à-vis les institutions publiques de l'état, il y a un revirement complet. En effet, le document ? Ne comptons que sur nos propres moyens ? (CSN) déclare :

L'investissement capitaliste (pris à même les profits ou, ce qui est pire, à même l'épargne des travailleurs) amène une structure de production, sans aucun rapport avec les besoins ; les travailleurs doivent s'appropriier le profit pour l'investir selon leur priorité. ?

(Page 48)

Naturellement, c'est bien le droit de M. Pepin de changer d'opinion et même de changer souvent. Mais il est bon de dire pourquoi. Ne serait-ce que pour l'information des militants de la CSN, une certaine autocritique est nécessaire. Dans ce cas, il faut éviter de faire son autocritique en frappant sur la poitrine d'autrui.

LE SOCIALISME EST À LA MODE

La transformation de la société est à l'ordre du jour dans tous les pays où existe un régime capitaliste. Elle l'est pour nous aussi. Toutes sortes de gens se réclament maintenant de la transformation sociale. C'est tant mieux. Mais ce n'est pas une raison de prendre tout ce qui se raconte comme de l'argent comptant. Il ne suffit pas non plus de se déclarer pour la transformation. Si on veut changer la société, il faut dire comment et par quoi on veut la remplacer. Car émettre des idées généreuses sans chercher les moyens pratiques de les réaliser, c'est parler pour ne rien dire.

La société québécoise a évolué rapidement dans une situation où le socialisme est devenu à la mode. De nombreuses personnes se réclament maintenant du socialisme. De tout temps, il y a eu des marchands d'illusions prêts à brandir des mots d'ordre pour paraître dans le vent.

Les propositions ?socialistes ? sont nombreuses et variées. Certains préconisent un socialisme démocratique, comme s'il pouvait être autre que démocratique. D'autres préconisent un socialisme d'état, où l'appareil étatique joue le rôle d'agent de transformation. Pour d'autres, le socialisme se limite à une forme de dirigisme économique. Pour d'autres encore, le socialisme nous sera donné par une nationalisation généralisée et une planification s'inscrivant dans le cadre du régime capitaliste.

Ici au Québec nous trouvons toutes les tendances socialistes imaginables. C'est sans doute de bon augure, mais à la condition d'en arriver à quelque chose. L'on dit souvent que tous les chemins mènent à Rome, mais il y a aussi des voies d'évitement qui ne font que nous en rapprocher. C'est pourquoi dans chaque situation particulière, il faut apprendre le chemin qui conduit au socialisme, et le comprendre.

POUVOIR D'ÉTAT ET SOCIALISME

Pour ceux qui veulent transformer la société il ne s'agit pas surtout de participer au Pouvoir d'état actuel. Il s'agit de le changer, de le remplacer. Naturellement, cela n'exclut pas la possibilité de participer aux organismes d'état bourgeois. Les intérêts de la classe des salariés exigent parfois une participation active aux institutions publiques de l'état. Nous devons alors y apporter une participation tactique qui s'exerce dans le sens des intérêts ouvriers et populaires. Il faut éviter de devenir les premières victimes de notre participation aux organismes du Pouvoir.

Transformer la société, mettre fin au régime de profits capitalistes, remplacer le Pouvoir d'état par celui des salariés et du peuple, tels sont les motifs et la raison d'être du mouvement socialiste.

Poser le problème du socialisme, c'est poser celui du Pouvoir d'état. Si la minorité peut se maintenir comme classe dominante et imposer ses volontés, c'est qu'elle exerce un Pouvoir d'état, qui est le sien. Inversement, la transformation socialiste, la vraie, présuppose que la classe ouvrière en accord avec d'autres couches sociales constituera son propre pouvoir politique. Ainsi

à son tour, la classe des salariés forgera son propre Pouvoir d'état, qu'elle exercera contre ses adversaires. Se battre pour transformer la société c'est se battre du même coup contre le Pouvoir d'état de la classe dominante et ses organismes constituants. Le Pouvoir d'état, le vrai, n'est pas interchangeable d'une classe dominante à une classe dominée ; ce n'est pas une couronne qui passe d'une tête à une autre. L'histoire nous enseigne que les classes sociales qui veulent se libérer doivent édifier leur propre pouvoir en opposition à l'ancien Pouvoir d'état qui les écrase.

UN SOCIALISME QUI NE MONTE PAS À L'ASSAUT MAIS QUI FLEURIT À L'OMBRE DU POUVOIR D'ÉTAT CAPITALISTE

La haute direction de la CSN a fait grand état de ses positions socialistes. Elle a déclaré < qu'il n'y a plus d'avenir pour le Québec dans le système économique actuel ?. Dans le même esprit elle a proposé un changement qui se veut radical. Nous disons bravo ! Ces mots d'ordre correspondent aux intérêts généraux des salariés et du peuple.

Mais pour que ces propositions deviennent une réalité vivante, il faut savoir quelles sortes de changements devront être apportés et de quelle façon nous nous proposons de les faire.

Dans une récente analyse, M. Jacques Parizeau du PQ parlant du manifeste de la CSN, l'a taxé de caricature. Nous ne sommes pas de cet avis. Une position qui se prend au nom de centaines de milliers de salariés, est

toujours d'une grande importance. Elle est le reflet des grands changements chez les salariés québécois. Il est du devoir des hommes de progrès d'étudier l'écrit de la CSN : "Ne comptons que sur nos propres moyens ? tel qu'il se présente lui-même. Concernant le socialisme, le manifeste déclare:

PAR SOCIALISME NOUS VOULONS DIRE

- 1 - Que la société (par l'état) possède les moyens de production (usines, terres, matières premières) ;
- 2 - Que les travailleurs participent directement et collectivement à la gestion et aux choix économiques ;
- 3 - Que l'activité économique vise la satisfaction la plus complète possible des besoins de la population ;
- 4 - Que l'activité économique est planifiée directement par l'état.

(Page 48)

L'ÉTAT DES GRANDS PATRONS

Puisque d'aucune façon il n'est question de s'attaquer ou de transformer le pouvoir d'état, nous sommes forcés de réaliser que l'état dont il est question dans les quatre points ci-dessus, est celui qui existe actuellement. Ainsi le manifeste propose un dirigisme économique où l'état demeure le grand maître de cérémonie. En d'autres termes, c'est par le moyen de l'interventionnisme d'état que l'on procéderait à l'établissement d'une société socialiste.

Après avoir dénoncé les interventions de l'état, dans le cas de Rexfor, Soquip, Soquem, le manifeste de la CSN en propose une forme différente. Au lieu de la création de sociétés d'état, il propose la voie traditionnelle de la nationalisation. Il propose tout simplement que l'état se porte acquéreur des industries et des corporations privées. A cet effet, le manifeste déclare

La propriété socialiste par la nationalisation.

(Page 48)

Comment nationaliser.

(Page 49)

La nationalisation des moyens de production doit tenir compte de deux principes : notre capacité réelle de gestion de l'économie et la situation politique à chaque moment de la construction dit socialisme ; ces deux principes peuvent d'ailleurs s'opposer.

(Page 49)

Au temps du capitalisme monopoliste d'état, l'interventionnisme est surtout l'outil principal du grand Capital.

Dans ces conditions la nationalisation généralisée devient une arme à double tranchant. Ceci bien que la nationalisation fut longtemps regardée comme le moyen par excellence du socialisme. Il est bon de rappeler que l'action de l'état peut se résumer à acheter à gros prix des moyens de production que la technologie aurait rendus désuets.